



Pour le droit à la ville : l'union des forces de gauche

Les élections municipales approchent à grands pas dans un contexte local, national et international où la démocratie a du mal à trouver sa place dans nos réalités, l'économie et la technique prenant le pas sur le politique et devenant ainsi les véritables décideurs.

Notre association "Un Centre-Ville Pour Tou·tes" milite à Marseille depuis plus de 25 ans pour le droit : droit à la ville, droit au logement, droits mis à mal partout en Europe et plus largement.

Dans cette fabrique de la ville, l'architecture et l'urbanisme jouent un rôle important, déterminant. Cela façonne les quartiers, les déplacements, les logements, les écoles, les espaces publics, les parcs et jardins, et surtout la manière dont nous habitons notre ville. Pourtant, les choix opérés sont trop souvent le fruit de logiques techniques, financières, d'investisseurs et de rentabilité, parfois même de décideurs extérieurs à la ville.

Il est indispensable de redonner aux habitant·es la capacité de comprendre, de débattre et d'avoir un pouvoir de décision en amont des projets qui engagent durablement la ville et tous nos quartiers. Cela nécessite des moyens financiers et humains et résulte avant tout d'une volonté politique pour créer les conditions favorables à cet accompagnement. Cela ne peut être réalisé que par la puissance publique dans l'intérêt général, et non dans des objectifs de profit ou de rentabilité trop souvent privés.

Durant le mandat écoulé du Printemps marseillais, et contrairement aux annonces de démocratie participative largement promues par l'équipe municipale, nous constatons qu'elle a échoué dans le rôle qu'elle devait investir (confié notamment par la Métropole dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement) : garantir la contribution citoyenne dans les mécanismes de fabrication de la ville. Dans les faits, la promesse n'a pas été tenue : les forces vives de la société civile ont été tenues à distance des espaces de décision. Pour rompre avec les logiques technocratiques qui prévalent dans la fabrique de la ville, il est temps d'associer les membres de la société civile dans de véritables dispositifs qui travaillent au droit à la ville et au droit au logement.

La fabrique de la ville, que nous pouvons résumer par ces deux questions : quelle ville ? et pour qui ?, nous concerne dans notre vie quotidienne. Or nous sommes insuffisamment impliqués, insuffisamment informés, voire pas du tout et, par conséquent, insuffisamment acteurs et actrices de la ville que pourtant nous habitons.

Nous sommes directement concerné·es par des choix opérés suivant des critères contradictoires, par exemple privilégier la rénovation du bâti ancien tout en démolissant des immeubles, certes mal entretenus, mais dans un état structurel correct.

Notre association lance un appel à toutes les forces de gauche, par-delà nos propres différences, pour qu'elles s'unissent au second tour après de véritables négociations sur le fond.

Ceci afin de permettre une pluralité d'approches sur les problématiques essentielles pour les habitant·es, comme le logement, les transports, mais également la place des habitant·es, celle des associations et des collectifs dans les processus de décision, à une échelle globale, celle de la ville, et à l'échelle du quartier, en donnant les moyens matériels et financiers d'un fonctionnement pérenne

Refuser une union au second tour mettrait les Marseillais·es en grand danger face à une brutale mainmise du Rassemblement national, totalement incompatible avec le droit à la ville, le droit au logement pour toutes et tous, la solidarité et la participation des habitant·es.

**NOUS INVITONS PAR AILLEURS TOUS LES HABITANT.E.S A REJOINDRE LA
MANIFESTATION ANTIFASCITE QUI PARTIRA, SAMEDI 14 MARS, A 14h00 DE LA
PORTE D'AIX !**

ET

**AU RASSEMBLEMENT UNITAIRE DE « FRONT COMMUN »
LUNDI 16 MARS A 18h00 DEVANT L'HÔTEL DE VILLE**